



# Un **PROJET** de **LOI** **EXPLOSIF**

*Une bombe ! la version dont nous disposons aujourd'hui du projet de loi de changement de statut d'EDF et de GDF, datée du 6 mai 2003, bien qu'inachevée (beaucoup de questions restent en suspens) constitue une agression brutale contre la nationalisation et le devenir des personnels.*

Les informations parcellaires dont nous disposons depuis quelque temps sur l'élaboration du projet de loi ont été confirmées par la découverte d'une version de ce projet, sans doute encore incomplète, mais déjà très parlante sur les intentions du gouvernement.

### ***Un projet de casse***

Il s'agit d'un véritable projet de casse comportant notamment :

- la transformation d'EDF et GDF en sociétés anonymes,
- la séparation juridique des réseaux de transports électricité (RTE) et gaz.

Ce projet relève d'une volonté politique de privatiser en transférant tout ou partie de la propriété d'EDF et GDF au privé, en précarisant la situation des personnels à travers l'éclatement des entreprises et la refonte des institutions représentatives du personnel.

Ce serait la séparation définitive d'EDF et GDF, l'éclatement de chacun des EPIC en plusieurs entités juridiquement distinctes, l'alignement

des institutions représentatives du personnel sur le droit commun dans un délai de 3 ans. L'évolution du statut des entreprises ne relèverait plus de la loi mais de « l'application des conditions définies par le code du commerce » pour les sociétés anonymes.

Ce projet, préparé dans la coulisse devrait être examiné le 5 août... en Conseil des Ministres.

Depuis la révélation de cette information par notre fédération, le gouvernement se contorsionne en démentis peu convaincants.

Il ne s'agit pas en effet pour lui de nier l'existence de la préparation du projet de loi mais de laisser le plus de flou possible concernant le calendrier.

N'est-ce pas déjà la méthode en cours concernant le projet de décentralisation des personnels de l'Education Nationale ?

### ***Un projet à combattre***

Après le vote négatif des électriciens et gaziers le 9 janvier, le gouvernement Raffarin

avait annoncé le report à fin 2003, début 2004, de la transformation du statut juridique d'EDF et GDF.

Les personnels d'EDF et GDF ne se faisaient aucune illusion sur la volonté du gouvernement de poursuivre « son travail préparatoire » à la privatisation.

D'ailleurs, la détermination affichée dès le 3 octobre 2002 et confirmée le 9 janvier 2003, à combattre ce projet ne s'est jamais démentie.

D'où la prudence voire le camouflage gouvernemental autour de la préparation de cette opération.

D'autant qu'en pleine bataille sur les retraites le gouvernement avait sans doute tout intérêt à ne pas « tout mettre sur la table » en matière d'affichage.

Aujourd'hui c'est raté et les personnels ont toutes les cartes en mains : ils savent que la privatisation se prépare activement, de même

que la transformation du régime de retraite qui constitue d'ailleurs le préalable indispensable à l'ouverture du capital.

### ***Renforçons l'action engagée***

L'action du 3 juin 2003 a constitué un temps fort dans la mobilisation générale public/privé pour contraindre le gouvernement à négocier réellement sur le dossier des retraites.

Des décisions de reconduction de l'action sont aujourd'hui prises par les assemblées générales qui se tiennent dans tout le pays.

Ingénieurs, cadres, techniciens, nous nous sentons particulièrement concernés par le devenir de nos entreprises.

La transformation en sociétés anonymes d'EDF et GDF aurait de graves conséquences sur notre activité, nos perspectives de carrière. Elle engendrerait une précarité nouvelle de notre situation.

---

## **Nous ne pouvons pas laisser faire**

**Avec l'UFICT-CGT, renforçons l'action pour :**

- . le retrait du plan Fillon et du relevé de conclusions sur les retraites des IEG,**
- . l'abandon pur et simple du projet de loi de changement de statut d'EDF et GDF en cours d'élaboration,**
- . de vraies négociations sur les retraites, l'emploi, les perspectives de carrière,**
- . un véritable projet industriel de développement mobilisateur.**